

Sri Lanka : résister à la « guerre par d'autres moyens »

Jude Lal Fernando¹

Depuis 2009, la situation post-guerre civile est caractérisée par une double oppression : celle de la population tamoule, dont la région est en voie de militarisation et celle de la société civile cinghalaise, qui fait face à un État de plus en plus autoritaire. Le régime bénéficie de la complaisance des grandes puissances, favorables au renforcement de l'État unitaire. Côté tamoul comme côté cinghalais, les résistances se reconstruisent lentement.

Les invasions états-uniennes de l'Afghanistan et de l'Irak, ainsi que l'offensive israélienne sur Gaza de 2009 ont divisé l'opinion publique mondiale. Des tensions du même type ont pu être observées au sein du Conseil de sécurité des Nations unies s'agissant du cas syrien. La phase finale (2007-2009) de la guerre du gouvernement sri lankais contre l'État « de fait » des Tigres tamouls Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) n'a par contre pas suscité de controverse internationale, malgré les manifestations, les marches et les jeûnes organisés par la diaspora tamoule à travers le monde. Des pays généralement opposés sur des dossiers géopolitiques cruciaux sur la scène internationale (États-Unis/Chine, Grande-Bretagne/Russie, Israël/Iran, Inde/Pakistan) ont conjointement soutenu la réponse militaire de Colombo à un conflit nationaliste vieux de près de six décennies.

1. Professeur et chercheur à l'Irish School of Ecumenics (Trinity College de Dublin) sur la problématique des conflits, de la paix et du développement, coordinateur du Tribunal populaire sur le Sri Lanka qui a reconnu le gouvernement sri-lankais coupable de « crimes de guerre » et « contre l'humanité ».

Les agences onusiennes, qui sont restées à Gaza au cœur des bombardements, ont réagi différemment durant la dernière phase de l'offensive sri lankaise et quitté la région à la demande du gouvernement. Ce n'est qu'après la fin de la guerre, en mai 2009, qu'un ex-officier des Nations unies a officiellement admis qu'au moins 40000 Tamouls avaient été tués durant cette offensive. Ceci montre que les Nations unies étaient au courant du fait qu'un de ses États membres (le Sri Lanka) était occupé à exécuter un crime de masse. Mais la position de l'institution internationale n'a fait que refléter l'attentisme des puissances susmentionnées.

La raison de ce « deux poids, deux mesures » réside dans le caractère spécifique de l'État sri lankais. La solution des deux États, c'est-à-dire un arrangement politique qui aurait démantelé le caractère unitaire du Sri Lanka forgé par la colonisation, aurait mis en péril les intérêts géopolitiques des principales puissances mondiales, en particulier les gouvernements états-uniens et anglais (désireux d'étendre leurs empires militaires en Asie du Sud), concurrencés par la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres (avec l'expansion d'un empire économique tiré par la Chine).

L'« éthique » des relations internationales concernant l'île de Sri Lanka a donc été surdéterminée par la nécessité de préserver le caractère national de l'État, contre le mouvement national tamoul et son État « de fait ». Or, celui-ci s'enracine dans une longue résistance contre un État dominé par la communauté cinghalaise. Cette éthique des relations internationales, qui a justifié et légitimé l'écrasement militaire des insurgés tamouls, anime également l'éthique de l'aide internationale aux efforts de reconstruction post-guerre du gouvernement sri lankais.

Ces efforts sont effectivement orientés vers la consolidation des structures de l'État unitaire, notamment à travers la militarisation de la région tamoule, la mise en place d'un processus de restructuration culturelle, économique et administrative de la zone facilitant la présence cinghalaise, l'acquisition de terres destinées aux militaires ou à des entreprises locales/multinationales et le redécoupage des circonscriptions électorales à l'avantage des populations cinghalaises².

2. Les trois piliers du modèle de la « paix libérale » promu par les puissances occidentales dans les situations « post-conflit », du Bangladesh au Guatemala, sont la séparation des directions de l'armée et du pouvoir civil, le renforcement de la société civile et l'ouverture du marché à l'économie néolibérale. Au Sri Lanka, l'administration militaire dans la région

Cette éthique est en contradiction flagrante avec une éthique basée sur le droit des opprimés à résister à la domination. C'est pourquoi le contexte sri lankais n'est pas à proprement parler une situation « post-guerre » (comme ce fut le cas du Vietnam), ni une situation « post-conflit » (comme en Irlande du Nord ou en Afrique du Sud), mais une situation où la guerre contre le mouvement national tamoul perdure, mais par d'autres moyens.

Une duplicité politique calculée

D'un côté, la « guerre par d'autres moyens » a privilégié certains segments de la société cinghalaise, à travers l'accès à la terre, à l'emploi et aux opportunités économiques dans la région tamoule, au nom de la reconstruction et de la réconciliation « post-guerre ». Mais de l'autre, le niveau d'autoritarisme sans précédent atteint à la faveur de la guerre a sapé la résistance de certains groupes sociaux cinghalais, comme les pêcheurs, les femmes, les travailleurs des zones franches, les universitaires, tous affectés par la détermination du gouvernement sri lankais à restructurer l'économie dans le sens néolibéral de l'insertion dans le capitalisme globalisé. Car tous ces groupes ont versé dans l'idéologie « suprémaciste » cinghalaise de l'État unitaire et ont soutenu la guerre contre les Tigres, empêchant l'émergence d'un front de résistance commun aux Tamouls et aux Cinghalais.

La militarisation de l'État, soutenue par les acteurs occidentaux en vue de consolider les structures de l'État unitaire, a débouché sur la suppression de toute forme de dissidence, en ce compris la simple liberté d'expression, que les démocraties libérales occidentales prétendent pourtant défendre aux quatre coins du monde. Ce sont les mêmes acteurs internationaux, mais aussi l'Inde, qui ont soutenu une résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de mars 2012 concernant les violations des droits humains commises par le gouvernement sri lankais. Cette résolution était en fait une injonction faite au gouvernement d'appliquer les recommandations de la Commission sur les leçons apprises et la réconciliation que le gouvernement avait lui-même constituée en mai 2010.

tamoule a réduit l'administration civile à une simple entité nominale, la société civile de l'ensemble de l'île est paralysée par la peur des persécutions et l'économie de marché se développe à vive allure sous les auspices d'un régime autoritaire protégeant l'État unitaire.

Or la Commission avait été mandatée par le gouvernement non pas pour enquêter sur les violations des droits humains commises lors de la dernière phase de la guerre, mais pour remettre en cause le processus de paix de 2002 entre le gouvernement et les LTTE, qui avait établi une « égalité de considération » (*parity esteem*) entre les deux parties sous le gouvernement précédent. La Commission a légitimé le vainqueur/oppresseur et criminalisé la victime – le mouvement national tamoul emmené par les Tigres –, justifiant de la sorte le droit du gouvernement de mener la guerre contre les indépendantistes, pour sauvegarder la souveraineté nationale et la sécurité. Les violations des droits humains commises par le gouvernement ont été réduites à des abus commis individuellement par quelques soldats. La chaîne de commandement, les militaires et la hiérarchie politique ont été complètement exonérés.

C'est pourquoi la soi-disant « pression internationale » en train d'augmenter sur le gouvernement sri lankais concernant les violations de droits humains (contre les Tamouls en particulier et sur l'ensemble de l'île en général) n'a jamais questionné les structures unitaires de l'État. Certains pays progressistes du Sud, emmenés par la Chine, se sont opposés à la résolution soutenue par les États-Unis et le Royaume-Uni. Les forces « suprémacistes » cinghalaises perçoivent ce bloc de puissances comme favorable au mouvement nationaliste tamoul, en vue de diviser le pays à des fins impérialistes. À l'inverse, le bloc précédent soutiendrait l'État sri lankais. Les forces suprémacistes ont entraîné la « majorité cinghalaise » à penser que le processus de paix de 2002 entre le gouvernement et les LTTE était le produit d'une conspiration occidentale contre le Sri Lanka. Beaucoup d'ONG et d'universitaires considèrent au contraire que ce processus est le résultat des relations internationales post-11 septembre, qui ont eu un impact négatif sur les Tigres.

Mais l'examen attentif de la séquence des événements antérieure à la paix de 2002 démontre clairement que ces deux interprétations sont erronées. Les LTTE avaient déclaré un cessez-le-feu unilatéral bien avant les attentats de New York, après avoir progressé militairement au point d'atteindre un rapport de force favorable contre les autorités. C'est ce rapport de force interne, bien plus que les pressions internationales suite au attentats du 11 septembre (ou une conspiration occidentale), qui a débouché sur les accords de 2002 qui reconnaissent les frontières de l'État tamoul de fait, comme lignes de séparation entre les deux parties. Mais il était également

clair dès le début que Washington et Londres étaient gênés par la notion d'« égalité de considération » accordée aux LTTE.

L'administration états-unienne a donc continué à soutenir les forces de sécurité et décidé unilatéralement de tenir une réunion du processus de paix à Washington en 2003, sans les Tigres. Avec l'aide du gouvernement anglais, elle a exercé une pression sur l'Union européenne pour que celle-ci se détourne des LTTE et revienne sur la disposition d'« égalité de considération ». C'est dans ce contexte avantageux qu'en 2008, le gouvernement sri lankais a unilatéralement rompu l'accord de cessez-le-feu et repris l'offensive contre l'État tamoul, dans ce qui devait devenir la phase finale de la guerre. La conspiration occidentale n'était pas dirigée contre l'État unitaire, mais contre le rapport de force entre les deux parties en conflit, qui allait contre les intérêts impérialistes.

Résistances à la « guerre par d'autres moyens »

Dévoiler les fausses polarisations et comprendre les vrais problèmes sont deux prérequis incontournables à la formation de résistances à l'oppression des Tamouls et aux nombreuses exploitations auxquelles font face certaines classes sociales du Sri Lanka. Trois facteurs clés conditionnent toute résistance effective sur l'île. Le premier est la reconnaissance du fait que la guerre n'est pas finie et continue par d'autres moyens, à savoir essentiellement la militarisation de la région tamoule dans un effort sans précédent pour consolider l'État unitaire. Le deuxième est la compréhension du lien entre l'autoritarisme du gouvernement et la militarisation de l'État d'une part, et la tendance de la majorité cinghalaise à s'accrocher aux structures de l'État unitaire. Les Cinghalais doivent donc comprendre que leurs droits démocratiques sont intrinsèquement liés aux droits des Tamouls à résister à l'oppression de l'État unitaire.

Enfin, le troisième facteur est la prise de conscience du fait que le renforcement de l'État unitaire et l'écrasement du mouvement national tamoul sont les produits de la stratégie géopolitique anglo-américaine (et indienne), visant à consolider leur contrôle politique et militaire de l'Océan indien, contre l'élargissement de l'empire économique chinois dans la région. Dans le cadre de cette stratégie, après la destruction de l'État tamoul de fait et de son leadership politique, les Tamouls ont été priés de jouer le rôle de victimes démunies et apolitiques et de tirer un trait sur leur aspiration à un État indépendant.

Or tant que les opprimés n'ont pas d'objectif politique et de programme d'action pour les réaliser, leurs voix sont inoffensives pour le régime oppresseur. Et ils en sont réduits à dépendre de ce dernier pour trouver des solutions à leurs problèmes. Les Tamouls ne doivent pas oublier que non seulement ils ont des aspirations politiques bien déterminées, mais qu'ils les ont concrètement réalisées sans le soutien d'aucune puissance internationale, à travers la mise en place d'un État tamoul « de fait ».

Ayant ces trois conditions à l'esprit, comment les Tamouls et les classes sociales cinghalaises exploitées pourraient-ils former un front commun en résistance à la « guerre par d'autres moyens » sur l'île de Sri Lanka ? Les formes de résistances les plus significatives et les mieux organisées se sont développées dans la région tamoule. Malgré les dizaines de milliers de morts, la militarisation à tout crin de la région et l'interdiction de toute cérémonie publique en souvenir des victimes, nombre d'initiatives individuelles et collectives se sont constituées pour lutter contre le maintien du *statu quo*. Il ne s'agit pas là de simples expressions de plainte ou de douleur, mais de démarches clairement politiques, qui s'opposent au gouvernement et à ses soutiens internationaux.

Par exemple, en dépit des persécutions, plusieurs veuves tamoules se sont mobilisées conjointement lors de la Commission sur les leçons apprises et la réconciliation, pour dévoiler les atrocités commises par les forces de sécurité. L'évêque de Mannar a également profité de l'occasion pour révéler que 146 679 personnes étaient toujours portées disparues, un indicateur du niveau de brutalité de cette guerre. Et alors que la pression monte sur l'Alliance nationale tamoule, le principal parti politique au sein du parlement sri lankais, pour qu'il abandonne ses principales revendications politiques, les leaders de plus de cinquante organisations de la société civile tamoule ont collectivement réaffirmé leur aspiration politique à l'autodétermination (www.transcurrents.com).

À travers ce type d'actes de désobéissance civile, les forces vives de la société tamoule se sont élevées contre les disparitions, les enlèvements, les assassinats et les accaparements de terre par les militaires (www.tamilnet.com). Ces organisations s'inscrivent dans un large mouvement national tamoul et sont bien différentes des ONG nationales ou internationales qui traitent les Tamouls comme de simples victimes sans défense.

En contrant les pressions internationales pour l'abandon de leurs revendications politiques fondamentales, les organisations de la diaspora tamoule ont non seulement renforcé ces revendications, mais également fait des alliances avec des groupes de solidarité internationale pour la Palestine, le Kurdistan, le Baloutchistan, le Pays basque et bien d'autres mouvements progressistes luttant contre des régimes oppresseurs et leurs soutiens internationaux. Les groupes de jeunes tamouls, en particulier, ont adopté une idéologie anti-impérialiste à mesure qu'ils constataient la complicité des grandes puissances, en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni, dans la marginalisation des Tamouls. La tendance du gouvernement indien à se rapprocher de l'axe Washington-Londres depuis la fin de la guerre froide est mise en cause par un nombre croissant de militants tamouls du sud de l'Inde, qui ont pu entraîner beaucoup d'autres mouvements progressistes dans la solidarité avec la cause tamoule sri lankaise.

Bien que l'écrasante majorité de la population cinghalaise ait soutenu la victoire militaire du gouvernement en 2009, deux courants contestataires ont pris de l'ampleur dans les trois années qui ont suivi. Le premier vise l'autoritarisme et la suppression de la liberté d'expression, l'autre s'élève contre les projets « post-guerre » dans les zones cinghalaises et leurs impacts négatifs sur les communautés de pêcheurs ou les travailleurs des zones franches. Un grand nombre de familles de pêcheurs ont manifesté contre les projets immobiliers touristiques qui détruisent les ressources naturelles dont ils dépendent dans les régions de Negombo et Kalpitiya. Ils font également campagne contre l'augmentation des prix du carburant. Quant aux travailleurs des zones franches, ils se sont mobilisés en masse contre la volonté du gouvernement de réduire leurs allocations de pension. Dans un cas comme dans l'autre, les forces de sécurité et la police sont violemment intervenues pour disperser les manifestants, tuant un pêcheur et un travailleur.

La plupart des Cinghalais ne font cependant pas le lien entre l'autoritarisme dont ils pâtissent et la militarisation de la région tamoule. Un certain nombre d'organisations font exception et militent pour la construction d'un front commun. Parmi celles-ci, citons le mouvement national de solidarité des pêcheurs et les mouvements de solidarité chrétiens. À l'échelle internationale, un groupe de journalistes exilés cinghalais et tamouls ont formé l'association Journalists for Democracy in Sri Lanka, qui s'efforce de construire des solidarités

entre les Tamouls qui résistent à l'État unitaire et les segments de la société civile cinghalaise qui résistent à l'autoritarisme.

Mais le principal défi des forces progressistes œuvrant à une paix juste sur l'île est celui de la résistance à l'agenda néoimpérialiste de l'axe Washington-Londres. La majorité des organisations cinghalaises sont trop peu conscientes du fait que le renforcement des structures de l'État unitaire est une dimension de cet agenda. Quant à la tendance de certaines organisations tamoules à miser sur des institutions internationales comme les Nations unies, qui sont menées par ces mêmes puissances responsables de la destruction de l'État tamoul « de fait », pour obtenir justice, elle est aussi lourde de déceptions.

Le Tribunal populaire sur le Sri Lanka ou Tribunal de Dublin a tenté d'éviter ces écueils en enquêtant à la fois sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par le gouvernement sri lankais, ainsi que sur les responsabilités anglo-américaines et européennes dans la facilitation de ces crimes. Le Tribunal de Dublin a également estimé que le cas de génocide exigeait une enquête approfondie et a proposé la mise en place d'une Commission vérité et justice (en retirant le mot « réconciliation »). Cette initiative a eu un écho certain parmi les Tamouls, quelques groupes cinghalais et un grand nombre d'organisations internationales progressistes, et a contribué à renforcer les convergences entre ces groupes.

Conclusion

La résistance à la « guerre par d'autres moyens » ne se construira qu'à condition d'identifier les vrais enjeux et de dépasser les fausses polarisations. Malgré les tentatives des puissances occidentales de réduire les Tamouls à de simples victimes sans défense, la revendication d'autodétermination continue à questionner l'éthique de la reconstruction et des relations internationales « post-guerre », basée sur les structures unitaires d'un État au service des intérêts impérialistes. La résistance cinghalaise à l'autoritarisme passe par la reconnaissance des revendications tamoules. Elle doit donc vaincre le chauvinisme cinghalais qui lie la majorité à l'État. Il est également du devoir des forces anti-impérialistes dans le monde de reconnaître le caractère progressiste de la résistance tamoule et d'internationaliser ses aspirations politiques légitimes.